



L'économie de marché du Pérou et le traitement non discriminatoire qu'il accorde à l'investissement étranger créent un environnement commercial dynamique et ouvert qui plaît de plus en plus aux entreprises et aux investisseurs canadiens. L'investissement direct du Canada, dont notre ambassade estime qu'il se situe à 3,8 milliards de dollars (en valeur comptable cumulative), est principalement concentré dans les mines, la transmission d'électricité et l'imprimerie. Plus de 70 entreprises canadiennes sont implantées au Pérou, et environ 200 autres firmes y ont des représentants locaux. Ce pays est notre troisième partenaire commercial dans la région andine : en 2002, la valeur de nos exportations vers le Pérou atteignait 167 millions de dollars, tandis que nos importations se chiffraient à 293 millions.

Les services jouent un rôle de plus en plus important dans la croissance des exportations canadiennes. D'après une enquête menée par l'ambassade en juillet 2002, les ventes de services au Pérou s'étaient élevées à quelque 96 millions de dollars au cours des 12 mois précédents. Elles étaient principalement reliées à des projets miniers et à des projets d'immobilisations, mais on observe également des possibilités de croissance dans d'autres secteurs tels que l'énergie, l'eau et l'assainissement, les télécommunications et la sécurité. L'agro-industrie et l'aquaculture offrent aussi des débouchés aux investisseurs.

Le Pérou est un pays géographiquement diversifié qui possède un littoral de quelque 2 000 kilomètres le long du Pacifique et compte 84 des zones écologiques connues de la planète. Ses abondantes ressources naturelles comprennent l'or, le cuivre, le gaz naturel et de vastes forêts tropicales. La pêche et l'agriculture constituent d'autres sources de richesse pour le pays.

**Septième économie en importance en Amérique latine, le Pérou compte 27 millions d'habitants. Il offre aux investisseurs un climat macroéconomique favorable, une monnaie stable, un taux d'inflation faible et un risque-pays peu élevé lorsqu'on le mesure en fonction de l'écart de taux entre sa dette souveraine et les bons du Trésor américain. L'économie péruvienne a réussi à rester en bonne santé depuis deux ans et traverse présentement une période de reprise vigoureuse. Le Pérou se distingue par là d'autres pays d'Amérique du Sud, surtout lorsqu'on tient compte des difficultés politiques et économiques auxquelles sont confrontés ses voisins. Il a affiché le taux de croissance le plus élevé de la région l'an dernier, son produit intérieur brut (PIB) ayant augmenté de 5,2 %. Les tendances s'annoncent tout aussi favorables en 2003 et 2004.**

Le Canada et le Pérou s'emploient à renforcer leurs échanges commerciaux et leurs liens d'investissement. Outre que les deux pays ont signé une entente fiscale<sup>1</sup> qui est entrée en vigueur le 17 février 2003, le Canada et les cinq pays membres de la Communauté andine (dont le Pérou) ont annoncé, le 7 août 2002, qu'ils entameraient des pourparlers en vue d'un éventuel accord de libre-échange.

Les entreprises canadiennes sont les bienvenues au Pérou. Les Péruviens n'ont pas oublié le rôle important qu'a joué le Canada dans le rétablissement de la démocratie en 2000. Grâce au sens de la responsabilité sociale manifesté par les entreprises canadiennes déjà présentes sur le marché

péruvien, un accueil chaleureux est réservé aux nouvelles firmes désireuses de s'y implanter.

Le Pérou offre de nombreux débouchés dans des secteurs où le Canada jouit d'un net avantage concurrentiel; on peut citer à cet égard les forêts, les mines, le pétrole et le gaz naturel et les technologies de l'information et des communications. Il est généralement recommandé de recourir aux services d'un agent ou d'un distributeur local pour faciliter les ventes, le dédouanement et le service après vente dans la langue locale.



## FORÊTS

Grâce à une abondance de ressources forestières qui le placent au huitième rang mondial, le Pérou recèle d'immenses possibilités pour le secteur forestier. L'Amazonie renferme 72 millions d'hectares de forêt pluviale luxuriante qui représentent une des plus importantes richesses inexploitées du pays. En effet, la plupart des entreprises forestières péruviennes font appel à des technologies dépassées, l'industrie ne représente que 1 % du PIB et le solde commercial est présentement négatif dans ce secteur. D'après Fondebosque, une organisation chargée de promouvoir l'aménagement forestier, peu d'entreprises péruviennes sont en mesure d'offrir des produits à valeur ajoutée sur le marché mondial. Il faudra un investissement de quelque 640 millions de dollars pour repositionner les ressources en fonction des étapes de l'abattage, de la transformation primaire, du transport et du développement des marchés.

Une loi promulguée par le gouvernement en 2000 a accru l'importance et la durée des concessions qui peuvent être accordées aux entreprises et aux groupes autochtones. Par souci de contribuer au développement durable, cette loi exige des concessionnaires qu'ils soumettent un plan de gestion forestière comprenant un volet de conservation; elle précise en outre que les concessions doivent se prêter à une vérification quinquennale. Malgré une certaine résistance parmi les bûcherons détenteurs de petites concessions, le gouvernement a pu adjuger quelque 4,1 millions d'hectares et libérera 5 millions d'hectares de plus cette année. Bref, la forêt péruvienne est désormais accessible à l'investissement étranger et les exportateurs canadiens de technologies, de matériel et de services trouveront là des débouchés importants.

FONDEBOSQUE vient de signer un accord de transfert de technologie avec Forintek, une entreprise canadienne. Cette entente pourrait signaler le début d'une ère de liens plus étroits entre firmes péruviennes et canadiennes.

**Pour plus de renseignements, s.v.p. s'adresser à :**  
Oscar G. Vasquez  
Agent principal de développement des affaires  
Ambassade du Canada  
Tél. : (011-511) 444-4015  
Fax : (011-511) 444-4347  
Courriel : lima.commerce@dfait-maeci.gc.ca

**Site web connexe**  
Fonds de promotion de l'aménagement des forêts (FONDEBOSQUE) : [www.fondebosque.org.pe](http://www.fondebosque.org.pe)

## MINES

Les ressources minérales du Pérou comptent parmi les plus riches au monde : le cuivre, l'or, le zinc, l'argent, l'étain et le plomb occupent à cet égard une place privilégiée. Le secteur minier contribue au PIB dans une proportion de 11 % et représente 50 % de la valeur globale des exportations du pays. En particulier, le Pérou est le plus grand producteur d'or en Amérique latine et le septième au monde, grâce à la mise en valeur de la mine de Yanacocha et de la mine Pierina de Barrick Gold Corporation. La découverte par Barrick du gisement aurifère d'Alto Chicama au nord du pays l'an dernier a suscité un vif intérêt envers la poursuite des travaux d'exploration. La mine de cuivre et de zinc Antamina, qui appartient en partie aux sociétés canadiennes Noranda et Teck Cominco et dont on estime la valeur à quelque 3,68 milliards de dollars, a ajouté 1,4 % au PIB du Pérou pendant sa première année d'exploitation; ses exportations se sont chiffrées à quelque 1 120 millions de dollars l'an dernier.

Au cours de la prochaine décennie, le ministère péruvien de l'énergie et des mines prévoit que des investissements de 24 milliards seront consacrés à l'exploration et l'exploitation, à l'agrandissement des mines et à de nouveaux projets, ce qui fera croître la demande en matériel et en services miniers. Le Pérou est doté d'un système efficace d'enregistrement des concessions minières et a adopté des lois pour protéger les investisseurs étrangers. Ces lois garantissent le rapatriement intégral des bénéfices, du capital et des redevances. Le Pérou perçoit des droits à l'importation de 12 % sur la majeure partie du matériel d'exploration et d'exploitation minière, une taxe de vente de 18 % sur tous les produits et des redevances douanières variant de 0,5 à 3,0 %.

Les entreprises canadiennes peuvent vendre leur matériel et leurs services miniers directement à l'utilisateur final ou bien ils peuvent retenir les services d'un agent ou d'un distributeur pour se faciliter la tâche dans des domaines comme la traduction, le dédouanement et le service après vente. Il est recommandé d'établir une présence locale en ouvrant un bureau de service ou un entrepôt de support technique dans une localité située près des mines.

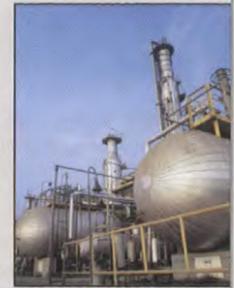
**Pour plus de renseignements, s.v.p. s'adresser à :**  
Oscar G. Vasquez  
Agent principal de développement des affaires  
Ambassade du Canada  
Tél. : (011-511) 444-4015  
Fax : (011-511) 444-4347  
Courriel : lima.commerce@dfait-maeci.gc.ca

**Sites web connexes**  
Ministère de l'énergie et des mines : [www.mem.gob.pe](http://www.mem.gob.pe)  
Société nationale des mines, du pétrole et de l'énergie : [www.snmpe.org.pe](http://www.snmpe.org.pe)

## PÉTROLE ET GAZ NATUREL

En 2002, le Pérou a produit environ 95 000 barils de pétrole brut par jour et a accusé un déficit de 787,2 millions de dollars au titre de la balance commerciale en hydrocarbures. On trouve 18 bassins sédimentaires dans diverses régions du pays, et on estime ses réserves potentielles à 16 milliards de barils de brut par jour. L'exploration s'est concentrée dans le bassin de Talara jusqu'à présent, tandis que les bassins du Marañon et de l'Ucayali en sont encore aux premières étapes d'exploration. Le Pérou a lancé une campagne pour attirer de nouveaux investissements et stimuler la mise en valeur des réserves pétrolières et gazières enfouies au fond de la jungle amazonienne et dans le sol sous-marin.

Le marché du gaz naturel présente un potentiel énorme, surtout avec la mise en valeur des champs d'Aguaytia et de Camisea, dont les réserves sont évaluées à 13 billions de pieds cubes de gaz naturel et 600 millions de barils de liquides extraits du gaz naturel. La mise en valeur en amont du projet Camisea (4,8 milliards de dollars) est réalisée par un consortium formé de Pluspetrol (Argentine), Hunt Oil (États-Unis) et SK Global (Corée du Sud). La construction des gazoducs permettant de transporter le gaz et les liquides vers la côte a été confiée à un autre consortium, dirigé par Techint (Argentine), tandis que la distribution du gaz naturel dans la zone métropolitaine de Lima sera assurée par Tractebel (Belgique).



Aguaytia Energy, le principal producteur de gaz naturel, se propose d'accroître ses ventes de gaz auprès de la centrale thermoélectrique, de la brasserie, des scieries, des fabricants de contreplaqués et d'autres industries de Pucallpa, deuxième ville en importance de l'Amazonie péruvienne, située à 380 kilomètres à l'est de Lima et pas très loin de la frontière brésilienne.

Perupetro offre des concessions pour 14 blocs sous-marins et deux blocs terrestres, et négociera probablement des contrats d'exploration et de mise en valeur pour neuf blocs situés dans la jungle qui ont été rétrocédés par d'autres entreprises qui y ont effectué des travaux d'exploration préliminaire. Les projets nouveaux et déjà en cours offrent des débouchés intéressants aux opérateurs et fournisseurs canadiens de matériel et de services.

**Pour plus de renseignements, s.v.p. s'adresser à :**  
Oscar G. Vasquez  
Agent principal de développement des affaires  
Ambassade du Canada  
Tél. : (011-511) 444-4015  
Fax : (011-511) 444-4347  
Courriel : lima.commerce@dfait-maeci.gc.ca

**Sites web connexes**  
Ministère de l'énergie et des mines : [www.mem.gob.pe](http://www.mem.gob.pe)  
Société nationale des mines, du pétrole et de l'énergie : [www.snmpe.org.pe](http://www.snmpe.org.pe)

## TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS (TIC)

**Vue d'ensemble**  
Les TIC revêtent une importance prioritaire pour le gouvernement et l'économie du Pérou. Elles jouent un rôle crucial vis-à-vis la croissance de l'investissement, le progrès technologique et la promotion de l'éducation. Au cours des cinq dernières années, le secteur des TIC a affiché un taux de croissance de 22 % par année en moyenne. Les services de téléphone fixes et mobiles représentent la majeure partie du secteur, mais l'importance de l'internet, des services de transmission de données à haute vitesse destinés aux entreprises et des nouveaux services téléphoniques à valeur ajoutée s'accroît rapidement.

Le marché péruvien offre des débouchés intéressants aux entreprises canadiennes dans des domaines tels que les appels locaux et internationaux la téléphonie interurbaine et locale, les services de radiodiffusion, la téléphonie fixe, les communications sans fil, les services internet et à large bande, les communications par satellite et les services à valeur ajoutée. À moyen terme, le marché du commerce électronique est également très prometteur, en particulier pour les fournisseurs

<sup>1</sup> Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Pérou en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.